

2) L'extension du mouvement

— Le 24 Mai, alors que d'autres manifestations ont lieu dans la Manche, 600 producteurs du Finistère opèrent, à Guiscriff, leur jonction avec les paysans morbihanais. Trois autres camions sont amenés sur la place auxquels s'ajouteront bientôt des dizaines d'autres, tandis que les voies d'accès sont bloquées par des tracteurs et que le piquet de grève se trouve renforcé.

« 160 000 litres de lait bloqués », annonce alors la presse bourgeoise qui se déchaîne contre le mouvement.

La combativité des producteurs est d'autant plus grande qu'ils découvrent dans l'enthousiasme l'efficacité de la grève. Deux exemples :

— A Guiscriff, la Société Entremont envoie un huissier pour faire constater le blocage des camions. L'huissier n'arrivera jamais jusqu'à ceux-ci. Il est bloqué par des manifestants et relâché quelques heures plus tard.

— Le Guern, délégué cantonal de la FDSEA du Morbihan déclare : « le Joint Français a tenu deux mois, nous pouvons bien tenir huit jours ».

Le mouvement s'étend un peu partout dans le Finistère et le Morbihan, à tel point que l'Union Bretonne des Industriels laitiers agit la menace du lock out :

« Des camions sont bloqués en campagne par des commandos, empêchant la collecte du lait, entravant son acheminement normal vers les usines et rendant le lait inutilisable.

« Devant de tels faits, les industriels laitiers considèrent être mis dans l'impossibilité de faire fonctionner normalement les usines.

« Si une telle situation se poursuit, ils seront contraints de fermer les laiteries et d'arrêter le ramassage, laissant la responsabilité de cette grave décision aux organisateurs de ces actions ».

Pendant ce temps, la FDSEA applaudit au numéro d'esbrouffe de Chaban à l'assemblée :

« La FNSEA se félicite de voir officiellement reconnu le rôle croissant de l'agriculture en tant qu'activité exportatrice... »

Ni la FRSEAO, ni les FDSEA concernées n'ont l'air de mot d'ordre d'action, bien que les dirigeants finistériens s'engagent à fond du côté des grévistes.

— Le jeudi 25 mai : les industriels n'auront pas à fermer leurs laiteries ; les producteurs s'en chargeront, mais en

